

LES CAHIERS

DE L'HISTOIRE

DE LA METALLURGIE

Publication de l'Institut cgt d'Histoire Sociale de la Métallurgie



RESOLUMENT POUR GAGNER

Les Cotisations adoptées par l'Assemblée générale de Juin 2004

Syndicat/UL/U.S.T.M./C.C./C.E./
Associations/Organismes : 80 Euros
(Moins de 50 adhérents : 20 Euros)
Individuelle C.G.T. : 20 Euros
Individuelle hors C.G.T. : 40 Euros
Etudiant individuelle : 15 Euros

**Pensez à votre cotisation annuelle 2005 .
Faites des adhésions nouvelles**

N° 10

**Décembre
2004**

Les Cahiers de l'histoire de la Métallurgie
94 rue Jean-Pierre Timbaud
75011 Paris
Tél : 01.53.36.46.00.
Fax: 01.53.36.46.04
<http://www.ftm-cgt.fr>
e-mail : ihs@ftm-cgt.fr
Imprimé par nos soins.

Sommaire

Edito : *Resolument pour gagner* P. 1

Les dossiers de l'IHS
"Scissions et Unités
syndicales dans la CGT"
Paginé de I à VI

L'agenda 2005 P. 2 et P. 3
La Macif P.4

Maquette et rédaction :
B Lamirand, JF Caré, JP Elbaz

Le besoin d'histoire pour comprendre et agir sur le présent reste un enjeu pour toutes les générations.

Toutes celles et ceux qui ont choisi de ne pas seulement subir la domination des puissances d'argent sur le travail des hommes et des femmes le ressentent.

Répondre à ce besoin d'histoire **s'inscrit dans les enjeux et les défis à relever dans l'entreprise.** Le patronat et le pouvoir ne manquent pas d'initiatives pour contenir et limiter cette réponse au strict besoin de faire accepter par les salariés et citoyens les conséquences de leurs choix.

Pour les militants syndicaux, particulièrement pour ceux de la **métallurgie CGT**, connaître la longue et difficile construction des acquis sociaux est un acte de résistance à cette volonté d'occulter la part prise par les luttes de celles et ceux qui nous ont précédés.

Elle leur permet tour à tour soit de s'en attribuer le mérite, soit de justifier l'impossibilité de les maintenir.

Sur l'ensemble des résolutions de notre **37^{ème} congrès**, consacrer un temps militant pour s'approprier l'histoire n'est-ce par nécessaire pour doter les syndiqués et salariés d'une réflexion concernant les enjeux ?

Ainsi dans les négociations en cours avec l'UIMM, où tout montre que le

rapport de forces sera déterminant pour aboutir et avancer vers la **convention collective nationale**, n'avons-nous pas à **interroger l'histoire** comme nous le faisons dans ce dossier sur les conditions de l'unité ?

Se remémorer **Ambroise CROIZAT**, lorsqu'en août 1939 il déclare dans l'*Union des Métaux* : « *Ne rien faire ou subir sans rien dire la pluie des décrets de régression sociale, ou alors, sous prétexte de difficultés, (se laisser aller à je ne sais quelle collaboration avec le patronat) c'est préparer pour la classe ouvrière, de graves et douloureuses déceptions. Notre route sera sûrement semée d'obstacles que nous essaierons de franchir ou de détourner, mais n'est-ce pas une des raisons d'être de notre mouvement syndical ?* », nous apporte pour aujourd'hui toutes les raisons de retrouver le chemin de la syndicalisation et la confiance dans l'affirmation des revendications communes. **2005 peut être une année de mobilisations gagnante pour les revendications.**

L'IHS CGT de la Métallurgie avec ses adhérents disponibles, peut être utile à la construction syndicale d'aujourd'hui. Il a besoin de se renforcer pour avoir les moyens de **repondre à cette nécessité d'Histoire sociale.**

JP ELBAZ,
Secrétaire de l'IHS-CGT Métaux.

CGT L' Agenda du métallo 2005

1885

5 août 1895 :

Mort d'ENGELS.

23 au 28 septembre 1895 :

Congrès constitutif de la **C.G.T.** à Limoge.

1905

25 avril 1905 :

Fondation de la Section Française de l'Internationale Ouvrière (**SFIO**).

30 mai 1905 :

Attentat anarchiste contre le roi d'Espagne à Paris.

3 juillet 1905 :

Loi de séparation de l'Église et de l'État.

1915

16 avril 1915 :

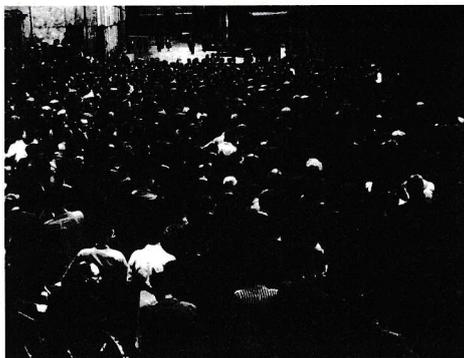
L'Union des Métaux diffuse l'Appel de *Liebkecht, Rosa Luxembourg, Clara Zétkin, Ledebour* et notre Fédération y proclame : "**cette guerre n'est pas notre guerre**".

23 au 28 septembre 1915 :

Conférence de **Zimmerwalde** à la quelle participe **A.Merrheim** contre l'avis de la CGT.

7 novembre 1915 :

Merrheim et *Bourderon* créent le Comité d'Action Internationale avec pour mot d'ordre **LUTTE POUR LA PAIX**.



1925

Janvier 1925 :

Les fonctionnaires ont le droit de se syndiquer

Aout 1925 :

3^e Congrès de la CGTU à Paris.

12 octobre 1925 :

900.000 travailleurs de France se mettent en grève contre la guerre du Maroc, à l'appel de la CGTU-PCF.

11 novembre 1925 :

Création du «Faisceau» (parti fasciste) par Georges Valois.

1935

16 mars 1935 :

Début du réarmement allemand.

14 juillet 1935 :

Défilé d'union des partis de gauche.

24 juillet 1935 :

Accord **CGT-CGTU** pour la réunification.



27 Septembre 1935

Réunion commune **des deux organisations** à la Mutualité à l'issue de leur Congrès respectif.

1945

16 janvier 1945

Nationalisation des usines **Renault** pour collaboration.

4 février 1945 :

Conférence de **Yalta**.

22 février 1945 :

Loi de création des **Comités d'Entreprise** pour les sociétés de plus de 100 personnes.

2 mars 1945 :

De Gaulle annonce le début des **nationalisations des sources d'énergie** et des banques.

28 avril 1945 :

MUSSOLINI est exécuté par les patriotes italiens.

29 avril 1945 :

Après l'amendement de **F.Grenier** du **21 Avril 1944** adopté par l'assemblée provisoire à Alger, les **Femmes** votent pour la **1^{ère} fois**.

30 avril 1945 :

Hitler se suicide.

8 mai 1945 :

Signature à **BERLIN** de la capitulation allemande.

8 mai 1945 :

Jour de la victoire contre le nazisme, des manifestations sont violemment réprimées dans le **Constantinois** :

il y a, au moins, 40 000 morts.

10 mai 1945 :

Libération de **Lorient**.

12 juin 1945 :

Abrogation de la censure.

17 juillet 1945 :

La conférence de **POSTDAM**.

14 août 1945 :

Condamnation à mort du **maréchal Pétain**

17 août 1945 :

Le G^{al} **Leclerc** est nommé Haut-Commissaire de France en **Indochine**.

2 septembre 1945 :

Hô Chi Minh proclame l'indépendance de l'**Indochine**.

6 août 1945 :

Première bombe atomique américaine sur **Hiroshima**.

9 août 1945 :

Seconde bombe atomique américaine sur Nagasaki.

6 septembre 1945 :

Benoît FRACHON est élu secrétaire général de la C.G.T. en même temps que **Léon JOUHAUX**.

3 octobre 1945 :

La Conférence Syndicale Mondiale, à **PARIS**, depuis le **25 septembre 1945** (convoquée sur la base du principe de l'unité syndicale mondiale, sans considération de race ou de croyance, sans distinction d'opinion politique, religieuse ou philosophique), se transforme en Congrès Constitutif de la Fédération Syndicale Mondiale. La **F.S.M.** est ainsi créée par le vote unanime des 199 délégués et compte alors 64 millions de membres dans 52 pays.

21 octobre 1945 :

Abolition de la constitution de la **III^e République** et élection d'une assemblée constituante.

21 novembre 1945 :

Ambroise CROIZAT devient ministre du travail dans le gouvernement issu des élections d'**octobre 1945** et conserve ce poste dans quatre gouvernements successifs :

- Gouvernement provisoire (**21 nov.1945-20 janv.1946**) sous la présidence du *général De Gaulle*,
- Gouvernement provisoire (**26 janv.1946-11 juin 1946**) sous la présidence de *M. Félix GOUIN*,

(suite p3)

- Gouvernement provisoire (24 juin 1946-28 nov. 1946) sous la présidence de M. Georges BIDAULT,
- Gouvernement RAMADIER (22 janv.1947-9 mai 1947).

Ministre populaire des travailleurs, il l'a été par ses réalisations : **Comités d'Entreprise, augmentation paiement des heures supplémentaires, Sécurité Sociale, prestations familiales, primes de natalité, etc.....**

2 décembre 1945 :

Loi de nationalisation des banques.

1955

26 Mai 1955 :

FO condamne les combattants Algériens contre l'avis unanime du



1985

17 juin 1985 :

Renault annonce 21 000 suppressions d'emplois en 1985 et 1986.

26 juin 1985 :

Instauration du scrutin proportionnel pour les élections législatives.

1995

1 janvier 1995 :

Entrée en vigueur du marché unique européen.

5 février 1995 :

Manifestations pour la défense de la Protection sociale

6 février 1995 :

Lancement de la privatisation de la SEITA.

7 février 1995 :

Manifestations contre la réforme des IUT.

14 février 1995 :

F. Fillon annonce le retrait du plan de réforme des IUT.

23 Mars 1995 :

Manifestation des retraités

1 mai 1995 :

Assassinat d'un jeune Marocain en marge de la manifestation du FN à Paris.

30 mai 1995

Manifestation de France Télécom et EDF contre les projets de privatisation.

13 juin 1995 :

J. Chirac annonce la reprise des essais nucléaires.

18 juin 1995 :

Victoire du FN aux municipales à Orange, Toulon et Vitrolles.

16 juillet 1995 :

J. Chirac reconnaît les fautes de l'État Français face aux Juifs lors de la seconde guerre mondiale.

6-7 septembre 1995 :

Violentes émeutes à Papeete contre les essais nucléaires.

10 octobre 1995 :

Grève dans la fonction publique pour protester contre le gel des salaires.

24 novembre 1995 :

Manifestations contre la réforme de la

sécurité sociale.

28 novembre 1995 :

Grève dans les transports contre le plan de réforme.

30 novembre 1995 :

Manifestations d'étudiants pour demander des crédits.

7 décembre 1995 :

Manifestations des services publics contre la réforme des régimes de



retraites.

8 décembre 1995 :

Affrontements entre les mineurs et les forces de l'ordre en Lorraine.

1995 10 décembre

A. Juppé annonce le retrait du plan de réforme des régimes spéciaux.

12 décembre 1995 :

Nouvelles manifestations contre le plan de réforme du gouvernement.

17 décembre 1995 :

Fin de la grève dans les transports après 3 semaines de conflit.



congrès de la CISL.

28 Mai 1955 :

la CFTC à son congrès se prononce pour l'intégration complète des trois départements Algériens.

12 au 17 Juin 1955 :

Congrès CGT résolution droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

29 Juillet 1955 :

prolongation de l'état d'urgence en Algérie.

18 Septembre 1955 :

les mouvements de jeunesse chrétiens favorables aux légitimes aspirations des peuples d'Afrique du Nord.

Septembre – Octobre 1955 :

des soldats manifestent contre la guerre et le rappel sous les drapeaux.

1965

19 décembre 1965 :

Élection du général de Gaulle à la présidence de la république au second tour (55%) devant François Mitterrand.

1975

15 janvier 1975 :

Promulgation de la loi Veil sur l'IVG.

30 mai 1975 :

Création de l'Agence Spatiale Européenne.

60^{ème} Anniversaire de la Libération de Paris



Les syndicalistes enfin mis à l'honneur avec éclat, une Avenue **Henri Rol Tanguy** et un square **André Tollet** à Paris.



Parmi les résistants présents j'ai entendu : «Il y a 59 ans que j'attendais cela!».



**Nous sommes plus
de 4 millions à partager une
autre idée de l'assurance**

● **Chaque jour, des centaines d'hommes et de femmes de tous horizons choisissent la Macif.**

En devenant sociétaires, ces hommes et ces femmes affirment leur attachement aux valeurs de solidarité et d'égalité qui marquent notre différence. Car en tant que vraie mutuelle, notre vocation n'est pas de rechercher le profit mais de mettre à la disposition de tous, des contrats d'assurance clairs, sûrs et complets au plus juste prix. Pour la Macif, la solidarité n'est pas qu'un principe : avec la Fondation Macif et le fonds de solidarité, nous aidons aussi les personnes en difficulté. A la Macif, les sociétaires participent directement à la vie démocratique de la mutuelle en élisant leurs délégués. Une démarche qui garantit la transparence de notre gestion et justifie la confiance que plus de 4 millions de particuliers, de sociétés, d'associations et de comités d'entreprise accordent à l'une des premières mutuelles de France.

Pour connaître le point d'accueil Macif le plus proche de votre domicile, www.macif.fr

Tél 01 55 56 57 58

La solidarité,
ce n'est pas obligatoire
c'est juste **essentiel**

MACIF

SCISSIONS et UNITES SYNDICALES DANS LA CGT

Par Bernard Lamirand

Le mouvement syndical français s'est beaucoup modifié et transformé après plus d'un siècle d'existence. Les scissions et les réunifications ont été des éléments très importants de ces évolutions. Elles forment l'identité de la CGT, dans l'histoire du syndicalisme français.

Comme le dit **Stéphane Sirot** dans son ouvrage *«la grève en France»* : « une première période court de la loi Le Chapelier jusqu'à la seconde moitié du XIX^{ème} siècle. On pourrait l'appeler l'âge du fait coupable ».

La reconnaissance syndicale ne franchira les portes de l'entreprise qu'en **1968**, bien que les délégués ouvriers ont été obtenus en **1936**, avec la mise en place de la loi concernant la section syndicale d'entreprise.

Le mouvement syndical français va ainsi se développer à travers des mutations importantes qui vont affecter le Monde du Travail durant toute la traversée du **20^{ème} siècle**.

Mon approche dans cette recherche personnelle vise à saisir ce qui s'est produit de ces scissions et de ces réunifications dans la **CGT**.

Ma première réaction c'est que la division syndicale n'est pas propre au mouvement syndical français.

■ **La première raison** provient souvent des luttes d'influence entre des forces qui cherchent à changer ou à amender la société ; il y a ceux qui veulent confiner leurs interventions

dans l'accompagnement de l'exploitation capitaliste en améliorant la situation des



travailleurs si la situation économique le permet.

C'est le fameux « grain à moudre » que **Bergeron** s'exclamera bien plus tard.

Il y a ceux qui préconisent une transformation radicale de la société par l'appropriation des moyens de production et leur socialisation.

Les différentes formes de syndicalisme en Europe épouseront un temps ces caractéristiques.

En France, la **CGT** sera la seule organisation confédérée jusqu'en **1919**, date de la naissance de la **CFTC**.

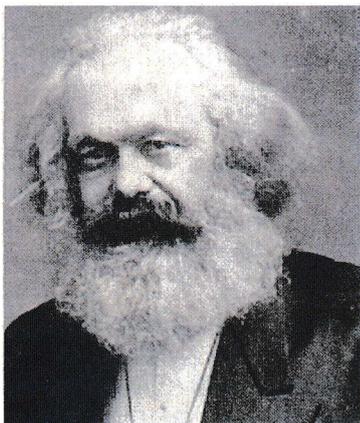
■ **Une deuxième raison** marque la division du syndicalisme français : le **patronat** à partir de considérations de classe, après avoir voulu empêcher toute forme de syndicalisme s'est finalement rendu compte qu'il ne pourrait pas barrer la route à l'expression et à la revendication des salariés sous une forme organisée et collective. Il favorisera alors tout ce qui peut diviser le mouvement syndical.

Il créera des organisations à sa dévotion.

■ **La troisième raison** c'est l'indépendance syndicale. Le syndicalisme dès sa naissance sera au prise avec les partis ouvriers qui se développent, la **CGT** sera un lieu d'affrontements entre révolutionnaires et réformistes et avec tous les clans sectaires existants dans cette aube du mouvement ouvrier.

Marx interviendra sur l'organisation du syndicat et

son indépendance en le distinguant des sectes ou clans secrets : *« En ce qui concerne votre projet de statuts [des syndicats], j'en tiens les principes pour fondamentalement faux, et je crois avoir autant d'expérience dans le domaine syndical que n'importe quel autre contemporain. Sans vouloir entrer ici dans les détails, j'observe simplement que l'organisation centralisée, qui s'applique si bien aux sociétés secrètes et aux sectes, est en contradiction avec la nature même des syndicats. Même si elle était possible - or je la tiens tout bonnement pour impossible - elle ne serait pas souhaitable, surtout en Allemagne. En effet, les ouvriers y sont dressés dès l'enfance par la bureaucratie*



à croire en l'autorité et l'instance supérieure, si bien qu'il faut avant tout qu'ils apprennent à se tirer d'affaire tout seul...»

(MARX PROGRAMME DU GOTHA. LETTRE À SCHWEITER)

Cette présence dans le syndicalisme est cependant un fait prégnant.

En France : de **Babeuf**, à **Proudhon** puis **J. Guesde**

etc..., tous ces hommes politiques vont jouer un rôle dans le syndicalisme, ils ne font pas de différence entre identité politique et celle encore balbutiante du syndicalisme.

Le syndicalisme va naître dans les luttes politiques de cette époque.

A contrario, dans d'autres pays, le syndicalisme lui-même crée les conditions d'émergence du parti ouvrier ; c'est le cas des **Trades-unions** en Grande Bretagne qui vont faire naître le **parti travailliste**.

La guerre 14/18 et la révolution **d'octobre en 1917** vont cliver cette relation parti et syndicat. Les formes d'état vont prendre une certaine importance dans le débat.

Mais ce débat entre syndicalisme et parti politique prendra en France une autre tournure, bien avant la révolution d'octobre, et la scission dans la section française de l'Internationale ouvrière **« SFIO »** amènera au congrès de Tours à la naissance du **P.C.F.**

La Charte d'Amiens (1905) vient en effet distinguer ceux qui cherchent l'indépendance syndicale et ceux qui veulent que la **CGT** soit un outil du parti politique auprès des masses ; la **SFIO** en l'occurrence.

C'est de ce texte qu'émergera la distinction entre les partis politiques et le syndicalisme. (Voir statut de la CGT).

Mais ce débat ne s'arrêtera pas là entre ceux accusés de voir le syndicalisme comme unique moyen de changer la société et ceux considérant qu'il doit être lié aux partis politiques.

L'indépendance du syndicat par



rapport au politique est donc un débat, une réalité jamais tranchée.

■ **La Quartrième raison** c'est le côté professionnel ou communautaire, ce sont de vieilles racines de l'organisation **des métiers** ou des congrégations qui perdurent dans la division syndicale :

La création de la **CGC** regroupe les cadres.

Une partie importante du **syndicalisme enseignant** vit à part.

Certaines **organisations autonomes** (*cheminots – RATP – policiers*) reposent sur une union professionnelle ou interprofessionnelle regroupant des métiers particuliers.

De même sur la base religieuse telle la **CFTC** qui prend référence sur les valeurs chrétiennes.

Toutes ces raisons vont influencer durant tout le **20^{ème} siècle** le syndicalisme français.

Maintenant venons-en à ces mouvements dans le syndicalisme français ou vont alterner les moments d'unions et de divisions. Le mouvement syndical français va se développer



dans une organisation unique et confédérée, la **CGT**.

Cela provient malgré toutes les difficultés politiques, économique, philosophiques et religieuses d'une détermination des ouvriers à avoir une organisation syndicale unie face au patronat et à l'état.

C'est dans ces conditions, que la **CGT** s'est créée en **1895 à Limoges** : c'est alors une organisation modeste. Des pans entiers sont à unifier.

Le nombre de syndiqués est faible.

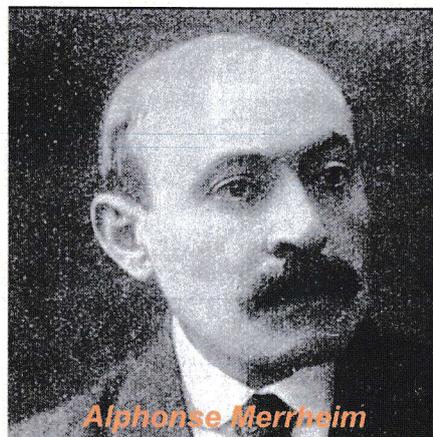
Il faudra du temps pour réaliser l'unité organique de l'ensemble confédéral.

La guerre **14/18** va être un premier traumatisme.

Les syndicalistes comme les hommes politiques socialistes vont se diviser face à la guerre. La **CGT**, dans sa grande majorité, va approuver « **l'union sacrée** ». Le syndicalisme sera confronté à cette guerre qui, la paix revenue, amènera à solidifier des positions diamétralement opposées.

Ceux pour « **l'union sacrée** ». Ceux pour la **Paix** et qui vont voir dans la révolution d'octobre la réponse aux aspirations au socialisme.

Incontestablement la **révolution d'octobre**, l'existence d'un état socialiste, va modifier les



Alphonse Merrheim

paramètres existants entre les révolutionnaires qui veulent réaliser la Révolution russe dans leurs pays et les réformistes défenseurs de changements limités mais dont la dynamique devrait ultérieurement conduire au socialisme.

LA PREMIÈRE SCISSION

Cela va entraîner inexorablement à la division dans la **CGT**.

C'est la première **scission** en **1922**. Rappelons le contexte : Les minoritaires sont les révolutionnaires dits « **unitaires** » : ils seront exclus de la **CGT** et ils créeront la **CGTU**

regroupant des forces révolutionnaires qui ne sont pas seulement les communistes.

Les souffrances de cette guerre sont innombrables parmi la population, les soldats de 14 / 18 retrouveront la vie civile dans des conditions difficiles (invalidités, traumatismes, chômage, bas salaires). La boucherie a fait de nombreuses victimes et laissent des millions de veuves.

Ils ont des besoins et ils clament leurs revendications.

La division du Mouvement Syndical face à l'espérance d'un Monde Nouveau, qu'ils croient discerner à travers ce qui se passe en **Russie**, ne trouve pas de traduction pour eux. Pourtant, de grandes luttes ont lieu en **1919 - 1920** chez les *cheminots*, chez les *métallos*, dans les mines. Elles seront toutes réprimées et mises en échec en raison de la stratégie de la direction confédérale de la **CGT** dominée par **Jouhaux** et ses amis. L'existence de la **CFTC** vient parachever ce sentiment de division.

La **CGT** et la **CGTU** le paieront très cher (**pertes d'adhérents**).

1910 = 970 000 ADHERENTS

1919 = 1 200 000 ADHERENTS

1920 = 2 400 000 ADHERENTS

1922 = 374 000 ADHERENTS

Deux organisations issues de la **CGT** vont ainsi vivre leur vie syndicale et politique et s'affronter durant près de **15 ans**.

1930 UN TOURNANT

Va survenir une crise structurelle du système capitaliste dans les **années 30** : situation de vie précaire avec un chômage qui va prendre de grande proportion.

Les droites et extrême droites se mobilisent en **Europe**, la situation politique se détériore, le système parlementaire est attaqué par une **extrême droite** raciste, xénophobe, antisémite, anti-ouvrière et nationaliste.

Le fascisme s'installe au pouvoir en Europe (Allemagne, Italie, Autriche). Des mouvements fascistes vont en France attaquer la République.



Emeutes fascistes de février 1934

1936 CONGRES DE LA REUNIFICATION

La scission **CGT – CGTU** devient un non-sens face aux besoins qui s'expriment dans la population et face au fascisme qui manifeste sa haine dans le pays.



La CGT est Réunifiée du 2 au 5 Mars 1936 à Toulouse

Dés **1934** la riposte à l'extrême droite va s'opérer et entraîner la nécessaire réunification pour y faire face. Cette réunification est porteuse d'une autre puissante aspiration : **L'union pour gagner sur le plan revendicatif**.

C'est de cette union que naîtra le **Front Populaire**, qui triomphera sur le plan politique en **1936** et qui sera accompagné du plus grand mouvement social en France avec l'occupation des usines. Ce qui permettra aux travailleurs de conquérir des droits sociaux qui, aujourd'hui encore, cimentent notre droit social.

Comme vous pouvez le constater la scission, résultat de division politique, philosophique, religieuse sans merci, fait place à l'unité quand la nécessité l'impose et que les salariés en acquièrent massivement conscience.

Cette période de **1936** va être un moment de soleil dans un monde qui se prépare à nouveau à la guerre.

Le fascisme gagne du terrain en Europe, l'**Espagne républicaine** fait place au franquisme, le Front Populaire ne va pas résister à cette furie qui se traduit en France par une forte réaction du patronat qui veut prendre sa revanche.

Les accords de **Munich** puis ceux de **l'URSS et l'Allemagne nazie** vont diviser à nouveau la classe ouvrière.

1939 NOUVELLE SCISSION

A nouveau la **CGT** se divise entre confédérés et révolutionnaires. **Les militants syndicaux membres du parti communistes sont chassés de la CGT** et emprisonnés, et même condamnés à mort par le décret **Serolle**, un ministre socialiste.

Les syndicats à majorité communiste sont généralement dissous. C'est en quelque sorte une nouvelle **scission imposée** tant par le gouvernement, suivi en cela par les réformistes de la **CGT**, et voulue par le patronat qui prend ainsi sa revanche sur **1936**.

La France va être rapidement occupée. S'installe alors dès **1940** la collaboration avec l'ennemi nazi.

Les confédérations syndicales et patronales existantes vont être dissoutes par le gouvernement de collaboration de **VICHY**. Les



syndicalisme va renaître et entrer en résistance.

Vont s'unir ceux poursuivis dès **1939** par le gouvernement de l'époque et ceux qui font les frais de la dissolution pétainiste et des conséquences de *la charte du travail*.

1943 REUNIFICATION DU PERREUX

On va y retrouver, unis dans la lutte contre l'occupant, beaucoup de ceux qui été acteurs de la réunification de **1936**.

C'est ce besoin d'unité qui va dépasser la division syndicale issue de la deuxième guerre mondiale ; **les accords du Perreux** vont réunifier en pleine guerre la **CGT**. En même temps se met en place en France un **Conseil National de la**

voit le jour à la libération avec un gouvernement issu des forces de la résistance.

L'Unité va à nouveau permettre de surmonter les divisions pendant un temps et obtenir des conquêtes sociales et économiques (comités d'entreprises, nationalisations etc.).

La **CGT** va rapidement atteindre les **5 millions d'adhérents**.

Le patronat français qui a collaboré dans sa grande majorité avec l'ennemi reconstruit son organisation mais doit tenir compte du rapport de force.

La période de la libération va faire place à une situation nouvelle.

Le pays est détruit, il faut le reconstruire, c'est la bataille de la production. Des droits nouveaux issus du **programme du Conseil National de la Résistance** vont se fonder.

Mais ceux qui ont participé à la **Libération** ne vont pas tarder à s'affronter. Des conditions nouvelles appellent à des choix politiques : Faut-il accepter le **plan Marshall ?**

Comme le dit **Georges Séguy** dans son livre « *les 100 premiers printemps* » : « Ce plan américain, sous couvert d'aide aux pays européens dévastés par la guerre, était destiné à contenir la poussée progressiste en Europe Occidentale et à asseoir la domination économique et politique des Etats-Unis. En France, le programme démocratique et progressiste du Conseil de la résistance est sa cible »

organisations patronales vont se transformer en des organismes au service de l'occupant et de la collaboration.

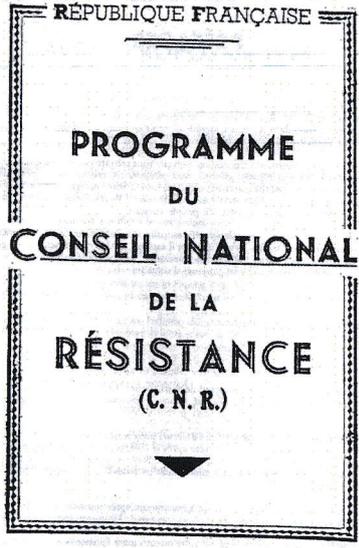
Des syndicalistes de la **CGT**, dont certains furent de toutes les scissions, vont participer à ce régime de **Vichy** et devenir de parfaits collaborateurs avec un patronat qui va dans sa grande majorité travailler pour les besoins de l'occupant (d'autres syndicalistes de la **CGT** vont tenter de maintenir leurs syndicats dans une attitude attentiste et parfois reprendront la résistance tel **Louis SAILLANT** etc...).

Des syndicalistes arrêtés en **1939** vont ainsi être livrés à l'ennemi et fusillés, sur ordre notamment de ministres comme **Belin, secrétaire confédéral CGT et Pucheu**, responsable du patronat de la métallurgie lors des négociations de **1936**.

Mais une résistance ouvrière va s'organiser, souvent par des militants communistes., C'est dans cette période noire de l'occupation que le

Résistance qui va préparer le retour de la France libérée sur le plan démocratique, économique et social; la **CGT** y sera représenté par **SAILLANT** et jouera un grand rôle..

Les syndicalistes **CGT** et **CFTC** unis, participent à l'œuvre de reconstruction économique et de promotion du progrès social, qui



Derrière ce plan Marshall se dessinent les clivages qui vont dominer la vie politique, économique et sociale jusque vers la fin du 20^{ème} siècle.

Pour les uns le plan Marshall c'est la domination U.S ; c'est le capitalisme US qui impose sa domination.

Pour les autres, il s'agit d'aménager le capitalisme. On y retrouve à nouveau les divisions précédentes, mais cette fois-ci dans un environnement différent.

Le monde se partage en deux camps : l'Est avec l'union soviétique et l'Ouest avec les Américains. C'est la **guerre froide** qui s'ouvre et



qui va modifier structurellement le syndicalisme en **Europe**, en particulier en **France** mais aussi en **Italie**.

1947 NOUVELLE SCISSION.

C'est la dernière scission et cela divisera le syndicalisme français pour de longues années

Cette scission était déjà en germe dès la **Libération**. La fraction réformiste s'organise autour d'un journal dans les **PTT** et sous le titre de « **force ouvrière** ».

On y retrouve des responsables confédérés qui avaient admis du bout des lèvres la réunification de **1936** : **BOTHEREAU** par exemple futur secrétaire général de **FO**.

Le débat va tourner autour de « **l'indépendance syndicale** », chacun va se réfugier dans son héritage idéologique qui l'identifie.

Mais ce qui va être la véritable cause, c'est la **guerre froide** et le clivage qui va en résulter dans un monde où 2 camps vont s'affronter pour de nombreuses décades.

FO naît sous les fonds baptismaux des syndicalistes américains (**AFL-CIO**), subventionnés par la **CIA** dans une Amérique qui ne va pas tarder à faire la chasse aux communistes avec le **Macarthysme**.

Le patronat dans cette période renforce son influence, le départ des Ministres Communistes du gouvernement va être une sorte de signal pour cette nouvelle scission.

La **CGT** va perdre plus de la moitié de ses adhérents, peu iront à **FO**. Tous les syndicalistes qui se reconnaissaient du courant « **réformiste** » ne rejoindront pas cette organisation. Un certain nombre d'entre eux resteront à la **CGT** et continueront à y exercer des responsabilités importantes.

FO sera surtout présente dans la Fonction Publique et plus modestement dans le privé.

Le secteur de l'**éducation nationale** va se mettre hors **CGT**

et **FO**.

A nouveau le social sera réduit et les avancées de la libération remises en cause.

La Sécurité sociale n'ira pas jusqu'à son universalisation prônée par **Ambroise Croizat**.

Les nationalisations n'auront pas le caractère démocratique envisagée.

Le droit de grève sera limitée.

Les guerres coloniales et le **surarmement** vont bientôt prendre le dessus ; malgré de nombreuses grèves le syndicalisme est à nouveau de par sa division réduit à la défensive.

Survindra dans ces moments le gaullisme et la **5^{ème} république** qui accentueront le clivage syndical qui fait le bonheur d'un patronat tout puissant. Cette scission de **1947** va poursuivre sa route à travers la **5^{ème} république**.

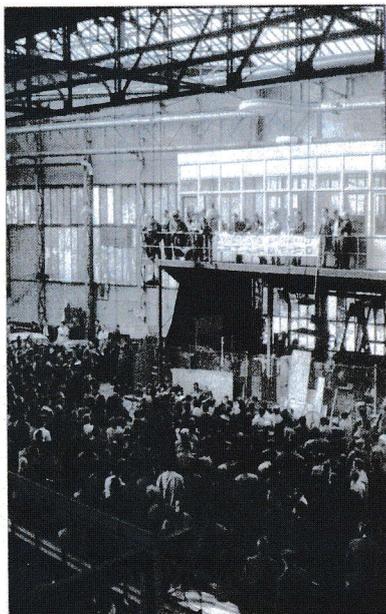
Les rapports syndicaux vont demeurer conflictuels mais il y a des rapprochements à la base et aux niveaux intermédiaires.

Une ligne de partage s'établit entre un syndicalisme qui se dit indépendant mais fixe ses pas dans un **atlantisme US** et un syndicalisme **CGT** entravé dans son action par la pression idéologique et politique résultant de la guerre froide idéologique et qui va, avec bien du mal, essayer de se sortir de cette situation.

L'UNITE D'ACTION

Il va commencer à le faire à l'occasion de la création de la **CFDT** en **1964** issue de la scission opérée dans la **CFTC**

par un courant chrétien progressiste et plus réaliste.



La période **1966-1968** d'unité d'action **CGT- CFDT** va être dans un mouvement syndical, gardant l'essentiel de ses clivages, un moment d'unité partiellement retrouvée : **1966** sera marqué par le premier **accord d'unité d'action** entre la **CGT** et la **CFDT**; **FO** refusera cette entente.

1968 va faire trembler le régime gaulliste.

Le mouvement étudiant, l'occupation des usines, l'arrêt total des services publics vont redonner du sens au syndicalisme unitaire.

C'est une nouvelle période, même si l'unité demeure fragile, qui va permettre de nouvelles avancées sociales dans le pays.

Certes, le pouvoir va rester à droite mais rien ne sera pareil après pour tous les acteurs de la vie économique et sociale du pays. Le syndicalisme va trouver son

expression dans l'entreprise. La section syndicale est reconnue. *L'unité à la base* va laisser des traces sans que cela ne remette en cause le clivage issu de **1947**. Dans cette période le syndicalisme va progresser en adhérents : La **CGT** va approcher les **3 millions d'adhérents** et elle entrevoit des évolutions nécessaires qu'elle essaye d'ouvrir face à un monde du travail en pleine transformation.

LE 40^{ème} CONGRÈS

Dés la seconde partie des années **1970**, la situation économique et sociale va durablement se dégrader ; *les trente glorieuses* s'achèvent. On entre dans ce que certains vont appeler les « *trente piteuses* » qui nous conduiront à aujourd'hui.

Le capitalisme entre dans une crise durable. Une période s'ouvre jusqu'à aujourd'hui où le capital va se restructurer et s'organiser dans un processus de mondialisation où il va s'attaquer à l'organisation et aux droits du travail. Où le social va devenir la variable d'ajustement priorisée dans la concurrence et la recherche du profit maximum. De nouveaux clivages vont naître de cette situation.



La **CFDT**, dès les années **80** va revenir sur les engagements progressistes qu'elle s'était fixée en rompant avec son appellation ancienne, la **CFTC**, et prôner une sorte de syndicalisme réaliste (rapport Moreau). **Elle abandonne en fait l'unité d'action avec la CGT.**

Ce clivage apparaîtra dans toute sa dimension dans les batailles de la **sidérurgie**, de la **navale**, du **textile** où l'accompagnement social des décisions patronales sera la seule voie recherchée par ce syndicalisme, qui se veut être l'interlocuteur privilégié et complaisant du patronat et des gouvernements.

Cette situation va se poursuivre quand **la gauche** prend la direction des affaires du pays en **1982**.

L'alignement social va prendre une autre ampleur et traduit une forte l'identité de vue entre le parti majoritaire au gouvernement et les organisations syndicales dites réformistes.

1995 NOUVELLE PERIODE D'UNITE

Cette période revêtra de nouveaux aspects en 1995 avec le retour de la droite au pouvoir ; le plan **Juppé** marque cette évolution avec la fin d'un syndicalisme « grain à moudre ».

Le fort mouvement social de 1995 va modifier les rapports au sein même de ceux qui pratiquaient l'accompagnement social.

La **CFDT**, malgré des désordres intérieurs et extérieurs et contre l'avis de sa base, entend persévérer dans cette voie: elle accepte le moins disant social en fixant son action sur le réalisme.

Elle va négocier des reculs : les plans sociaux, les conventions chômage, la retraite et acceptera les modifications concernant l'assurance maladie.

FO, qui s'était toujours positionnée comme une organisation du compromis, ressent le choc face au libéralisme où la déréglementation sociale est l'unique objectif du pouvoir et du patronat.

La **CGC** et la **CFTC** dans ce contexte auront de plus en plus de mal à justifier leur identité catégorielle ou confessionnelle.

Les scissions syndicales ont donc créé en France la



multiplication des organisations syndicales et un syndicalisme faible en adhérents mais, inversement, **les seules périodes ou la syndicalisation s'élève, sont incontestablement les périodes de l'unité** où prédominent les progrès pour les travailleurs ; cela confère aux organisations syndicales une crédibilité et des résultats positifs

Les scissions ont-elles établi définitivement un syndicalisme morcelé en France ? La question mérite débat !

Les raisons de ces divisions sont-elles toujours d'actualité ? Par exemple, ce qui les a formées :

- la part excessive des idéologies de part et d'autres dans les organisations syndicales.
- La guerre froide a morcelé le syndicalisme français et international.

La division syndicale a-t-elle encore valeur face à un patronat qui réfute toutes les formes de syndicalisme à travers des règles issues du libéralisme, qui font très mauvais ménage avec les droits et libertés syndicales ?

N'y a-t-il pas aujourd'hui toutes les raisons pour que chaque organisation dépasse ces clivages hérités du 20^{ème} siècle ?

Les grandes organisations syndicales nationales se retrouvent aujourd'hui dans une **C.E.S** qui doit montrer sa capacité à faire progresser le social en Europe.

La plupart des organisations syndicales françaises sont présentes dans cette organisation avec leur identité, leur point de vue, leurs différences d'appréciation des situations sociales et sociétales. N'est-ce pas possible aujourd'hui en France de trouver une certaine correspondance pour mettre en échec ce libéralisme qui broie les garanties sociales ?

L'enjeu des blocs est dépassé ; n'y a-t-il pas possibilité aujourd'hui de construire du solide sur le plan syndical français ?

Le trou est béant entre la mise en œuvre du patronat d'une nouvelle façon d'entrevoir le social en dehors

des règles collectives, l'individualisme, le chacun pour soi, contre lequel le syndicalisme s'est forgé.

N'est-ce pas le moment alors de construire du neuf entre les organisations syndicales ?

La CGT y est prête. Sa stratégie autour du **syndicalisme rassemblé** montre qu'elle veut un syndicalisme qui dépasse les schémas du passé et que la différence doit être faite entre le rôle d'un syndicat et d'un parti politique, quel qu'il soit.

La balle est manifestement dans le camp des autres organisations syndicales : sauront-elles s'extirper d'un mode de pensée révolue qui les enferme et les empêchent de jouer rassembler parce qu'elles gardent leurs arrières pensées politiques et peut-être aussi leur fond de commerce ?

Ce surplace les confine à l'échec en étant qu'un simple garde-fou face au capitalisme et aux multinationales qui dominent le monde.

N'y a-t-il pas mieux à faire maintenant ?

Il semble que des choses nouvelles sont possibles et se dessinent sur le plan international !

Le syndicalisme international n'est-il pas en train de se débarrasser de ces oripeaux de la guerre froide. Ne parle-t-on pas d'une nouvelle organisation internationale regroupant tous les syndicats.

En **France**, même si l'unité organique n'est pas pour demain, n'y a-t-il pas un chemin à faire ensemble ?

Cette intervention a été prononcée par **Bernard Lamirand** Président de l'**IHS Métallurgie CGT**

lors du Colloque organisé par l'**A.D.I.A.M.O.N.S.*** le 17 Novembre 2004 à **St Dizier**

*(qui regroupe les associations d'Histoire de la Haute Marne)